

Paul Arnault

Travail
pédagogique
tertiaire
et géopolitique

Sociogenèse des *Training*
groups en France (1946-1956)

Cet article propose d'examiner la diffusion de la psychologie sociale américaine en France au prisme du début de la Guerre froide. Parmi les divers canaux de circulation, l'étude retient celui formé par le réseau institutionnel dépendant principalement de l'Economic Cooperation Administration (ECA). En France, où l'autorité chargée de promouvoir la psychologie sociale appliquée à la formation est le Commissariat général à la productivité (CGP), l'analyse prend pour objet les conditions de réception et de développement des Training Groups, dispositifs pédagogiques considérés dans leur rapport avec les formes macrosociologiques de psychologie sociale appliquées aux « attitudes » et à « l'opinion publique ». Parallèlement à la prise en compte de la manière dont ces formations sont investies par les fonctionnaires et des formateurs du CGP entre 1948 et 1956, ce travail souligne, au moyen des théories de la violence symbolique et de l'informalisation, de la méthode de la collecte documentaire et de l'analyse de contenu, leur dimension politique et géopolitique.

« Senator Green. How far do you attribute the waning of communism to the supplying of American aid ?

Mr. Bruce. Well, I think that the American Aid, Senator, was responsible for France not having, before 1950, a Communist Government ».

Committee on Foreign Relations, United States Senate, « A Bill to Amend the Mutual Security Act of 1951, and for other purposes », 25 mars 1952¹.

Le renouvellement des méthodes de formation d'adultes en France ayant été fortement marqué par la diffusion de la psychologie sociale américaine après la Seconde Guerre mondiale, il apparaît nécessaire d'examiner l'essor des formations psychosociologiques d'adultes dans le cadre d'une perspective transnationale. En effet, la socio-génèse de ces pédagogies en France découle en grande partie du Programme de productivité du Plan Marshall qui comprend un transfert de savoirs et de savoir-faire destiné à favoriser le redressement économique du pays². On peut dès lors aborder ce

processus de diffusion sous l'angle économique³. Cette perspective, indispensable, a le mérite de mettre l'accent sur les énormes difficultés que rencontrent alors les européens et le besoin de réorganiser la production. En soulignant la singularité du problème économique, elle empêche notamment de subsumer entièrement le Plan Marshall sous la Guerre froide. Et cependant, cette approche tend à faire de l'ombre aux problèmes géostratégiques auxquels le Programme de rétablissement européen est censé en partie répondre. On ne peut par exemple comprendre pleinement l'agencement des canaux de diffusion du Plan Marshall sans apprécier la mesure dans laquelle l'expansionnisme soviétique en Europe de l'Est et le pouvoir politique des communistes en France (et en Italie) orientent les politiques américaines de modernisation et d'endiguement en Europe de l'Ouest. Le Plan Marshall qui évoque par sa nature profondément ambiguë le principe de la valise diplomatique s'intègre en fait dans ce que l'équipe qui l'a conçu, le *Policy Planning Staff*, a qualifié en 1948 de *political warfare* :

« In broadest definition, political warfare is the employment of all the means at a nation's command, short of war, to achieve its national objectives. Such operations are both overt and covert. They range

¹ Cet échange est un extrait de l'audition de David Bruce, Ambassadeur des Etats-Unis en France (1949-1952) et chef de mission de l'*Economic Cooperation Administration* (ECA), l'institution gestionnaire du Programme de rétablissement européen. Il se déroule dans le cadre de l'amendement du *Mutual Security Act*. Committee on Foreign Relations, United States Senate, « A Bill to Amend the Mutual Security Act of 1951, and for other purposes », March 25 of 1952, p. 255. Archives de l'Union Européenne, *David Bruce Diary*, March 1952. JMAS/137.

² Selon James M. Silberman, l'un des concepteurs du « Programme de productivité du Plan Marshall », celui-ci est interrompu en 1957 mais continue à être financé jusqu'au début des années 1960. Voir : Silberman James M., Weiss

Charles et Mark Dutz, « Marshall Plan Productivity Assistance : A Unique Program of Mass Technology Transfer and a Precedent for the Former Soviet Union », *Technology and Society*, vol. 18, n°4, 1996, pp. 443-460.

³ Voir : Barjot Dominique (éd.), *Catching up With America. Productivity Missions and the Diffusion of American Economic and Technological Influence After the Second World War*, Paris, Presses Universitaires de la Sorbonne (coll. Roland Mousnier), 2002.

from such overt actions as political alliances, economic measures (as E[conomic] R[ecovery] P[rogram]), and “white” propaganda, to such covert operations as clandestine support of “friendly” foreign elements, “black” psychological warfare and even encouragement of underground resistance in hostile states »¹.

Impulsé depuis le Département d’Etat des Etats-Unis et l’*Economic cooperation administration* (ECA), l’instance chargée de mettre en œuvre le Plan Marshall à travers une série d’institutions européennes et nationales comme l’Agence européenne de productivité (AEP) et le Commissariat général à la Productivité (CGP) français, le Programme de rétablissement européen suscite en France des réactions contrastées. Face aux controverses qu’il provoque, notamment dans le champ syndical, les planificateurs américains et français défendent le programme à l’aide d’opérations de communication de « masse » que les fonctionnaires français du CGP, parfois formés aux Etats-Unis comme Jean Fourastié, désignent tranquillement par le terme de « propagande ». Si les représentants de l’ECA en France prescrivent les grandes orientations du programme, les hauts-fonctionnaires français possèdent néanmoins une marge de manœuvre considérable. Au cours de la « Campagne de productivité », l’essor de la psychologie sociale appliquée est soutenu par les modernisateurs du CGP car il est censé produire des effets économiques et sociologiques concrets : redresser rapidement l’économie tout en minimisant les risques de conflits sociaux. Mais cette campagne dépasse la sphère économique pour comprendre une dimension politique et idéologique comme l’illustre ce propos de Robert Buron, le ministre français des Affaires économiques, pour qui la productivité : « c’est le désir sain du moderne et du nouveau [...] c’est surtout le goût du risque et de la conquête et le refus de la sécurité dans la médiocrité »². Les raisons du soutien dont vont bénéficier les psychologues sociaux sont entre autres liées à

un présupposé, sans doute assez largement partagé par les planificateurs :

« La cause profonde de notre faible productivité et la plus importante est psychologique. Aucun redressement ne sera possible s’il n’y a pas une volonté de redressement ; cette volonté ne se manifesterait que si elle correspond à un besoin ressenti par la population. Il faut préparer l’opinion, créer un état d’esprit. C’est cet état d’esprit qui manque en France »³.

Pour agir sur cette cause apparente, les psychologues sociaux vont être mandatés afin d’évaluer et éventuellement d’orienter les « attitudes » à plusieurs niveaux. Dans le monde du travail, où sont fortement implantés les syndicalistes de la Confédération générale du Travail (CGT), souvent proches du Parti communiste et plutôt hostiles au Plan Marshall⁴, la psychosociologie industrielle a essentiellement pour objet d’amoindrir les « résistances au changement ». Le caractère instrumental des nouvelles formations psychosociologiques est d’ailleurs critiqué au milieu des années 1950 par des intellectuels comme Georges Canguilhem, Paul Fraisse ou Jacques Lacan⁵.

Mais la Campagne de productivité représente une opportunité professionnelle pour de nombreux sociologues et psychologues qui traversent après la Guerre une période de forte précarité⁶ et c’est ainsi qu’un certain nombre de jeunes psychosociologues sont, bon gré mal gré, amenés à développer et légitimer une pratique controversée. En travaillant pour le compte du CGP, les premiers formateurs psychosociologues se trouvent engagés dans une situation équivoque, nécessitant de concilier des finalités temporelles et spirituelles. Bien que la fonction économique, voire politique, de la psychosociologie n’ait pu, en pleine Guerre froide culturelle, échapper aux psychosociologues mandatés par le CGP, les formateurs ne se résignent pas pour autant à considérer leur pratique comme un simple moyen

¹ Policy Planning Staff Memo, « The Inauguration of Organized Political Warfare » April 30, 1948. Box 11A, Lot File 64 D 563, Record Group 59, National Archives & Records Administration, College Park. Mentionné par Lucas Scott et Mistry Kaeten, « Illusions of Coherence : George Kennan, US Strategy and Political Warfare in Early Cold War, 1946-1950 », *Diplomatic History*, vol. 33, n°1, 2009. Cet extrait a été utilisé comme épigraphe dans l’article cité.

² Buron Robert, « Lettre-préface », in Pierre Babin, *Aux sources de la productivité américaine : premier bilan des missions françaises*, Paris, SADEP, 1953, p. 10. Archives nationales, AJ 81 68.

³ Groupe de travail de la productivité, s.d., *Programme français pour l’accroissement de la productivité (exemplaire provisoire)*, Commissariat général au Plan, p. 11. AN, AJ 81 176. Souligné dans l’exemplaire qui date probablement de la fin de l’année 1948.

⁴ Voir par exemple : Serdais Jean, « Aux ordres du Plan Marshall, gouvernants fantoches et haut patronat prêchent la croisade pour la productivité », *Le Peuple*, n°252, 1949.

⁵ Ohayon Annick, *Psychologie et psychanalyse en France. L’impossible rencontre (1919-1969)*, Paris, La Découverte (coll. Poche), 2006.

⁶ A ce propos, voir : Marcel Jean-Christophe, « Le déploiement de la recherche au Centre d’études sociologiques (1945-1960) », *La Revue pour l’histoire du CNRS*, n°13, 2005, pp. 32-39.

d'augmenter la productivité. Les pédagogies modernes sont, par surcroît, censées apporter un supplément d'âme, une dimension phénoménologique à la formation. Selon un psychosociologue du CGP, le *Training Group*, également désigné comme « groupe de formation » ou « groupe de diagnostic », représente par exemple « une nouvelle méthode de formation aux relations, de type "expérientiel", et voulant aboutir à une modification en profondeur des attitudes »¹.

Ce travail prendra donc en considération la manière dont les formations psychosociologiques sont appréhendées par divers protagonistes mis en relation par le Plan Marshall. Mais il s'agira également de tenir compte de la façon dont certains processus « larges » (transformation des rapports interétatiques, scientification des modes de domination, professionnalisation de la psychologie, etc.), sous-tendent ces investissements. L'objectif principal de cette étude consiste à examiner le processus de diffusion de la psychologie sociale en France au prisme de la Guerre froide. L'étude portera en particulier sur la diffusion et la réception des *Training Groups* tout en considérant ces pratiques de formation en rapport avec d'autres usages de la psychologie sociale appliquée comme les sondages et la communication politique.

Cette approche transnationale et sociohistorique² permet de resituer cette circulation dans le cadre de la transformation des rapports sociaux internationaux d'après-guerre. Elle contribue aussi à réévaluer les premiers récits de psychosociologues relatifs à l'origine de leur pratique, et à interroger la pertinence des explications génétiques en termes de réponses au développement des sociétés modernes, de conséquences de l'accélération du progrès technique ou d'éclatement des modèles traditionnels d'autorité. Le mécanisme téléologique qui sous-tend certains de ces discours empêche en effet de saisir ce que l'essor de ces nouveaux instruments symboliques – en particulier à la fin d'un XIX^e siècle mouvementé, durant la seconde moitié des années 1930 ou au début de la Guerre froide ; tant

aux Etats-Unis qu'en France d'ailleurs – doit aux pratiques de résistance à l'arbitraire, notamment dans les entreprises.

Mais en dépit de ses qualités heuristiques, la perspective transnationale, employée seule, tend à occulter les contextes locaux ainsi que les problèmes particuliers qui leur sont rattachés. De même, le caractère général des observations qu'elle autorise peut faire oublier que les protagonistes possèdent des intérêts propres du fait de leur engagement au sein de milieux relativement circonscrits. Autrement dit, en France, les enjeux politiques, économiques et professionnels doivent être aussi pensés en eux-mêmes. Mais momentanément seulement car les processus de planification, de rationalisation ou de spécialisation peuvent agir les uns sur les autres.

Pour le cas français, nous tenterons de mettre en évidence que la coopération entre planificateurs et formateurs psychosociologues née de la Campagne de productivité constitue l'un des facteurs les plus importants impliqués dans l'émergence de la position sociale de formateur psychosociologue, dans la scientification des pratiques de formation (et de gestion du personnel) ainsi que dans la psychologisation des rapports sociaux dans les organisations, mouvement à la lumière duquel il convient d'ailleurs selon nous d'observer les phénomènes contemporains désignés par l'expression « souffrance au travail ».

P'histoire sociale des SHS appliquées et ses obstacles épistémologiques

Le rôle fondamental des « missions de productivité » dans la diffusion des « relations humaines » en France a été souligné tardivement par les universitaires. En effet, ces « voyages d'étude » ne commencent vraiment à être mentionnés qu'à partir des années 1980 et ce n'est qu'en 2002 que paraît un ouvrage assez dense relatif à leur préparation et leur diffusion³. Dans son analyse de la genèse du groupe social des cadres, Luc Boltanski affirme par exemple :

« Après des recherches certainement incomplètes, je n'ai trouvé dans les revues d'histoire ou d'histoire économique un seul article consacré aux "missions

¹ Cette définition, qui a le mérite d'inclure la finalité de ces formations, est attribuée à Jacques Ardoino par Françoise F. Laot. Voir : Laot Françoise F., *La formation des adultes. Histoire d'une utopie en acte. Le complexe de Nancy*, Paris, L'Harmattan (coll. Savoir et formation), 1999, p. 77.

² A propos de la pertinence de l'approche sociohistorique dans l'examen de l'histoire de la formation, voir : Brucy Guy, « Plaidoyer pour une socio-histoire de la formation », in Laot Françoise F., Lescure Emmanuel de (dir.), *Pour une histoire de la formation*, Paris, L'Harmattan, 2008, pp. 123-134.

³ Barjot Dominique (éd.), *Catching up With America. Productivity Missions and the Diffusion of American Economic and Technological Influence After the Second World War*, op. cit.

de productivité” et à la “campagne de productivité”¹.

Cette absence est sans doute partiellement liée au silence des anciens planificateurs qui, selon un ancien fonctionnaire du CGP, Paul Albou, « ne parlent guère »². On peut également constater que les psychologues et les sociologues qui ont participé à ces missions ont été, pendant une trentaine d’années, assez peu loquaces à propos de ces séjours. L’absence d’information sur l’histoire sociale des SHS a même conduit Alain Drouard à qualifier ce domaine d’étude de *terra incognita*³, lacune qu’il rattache à un effet de l’inconscient historique des SHS. Afin d’en savoir davantage, l’historien a donc invité plusieurs formateurs psychosociologues ayant travaillé pour le CGP dans les années 1950 à faire part de leur expérience dans le cadre d’un travail d’histoire orale d’autant plus stimulant que des sociologues comme Michael Pollak ou Dominique Merllié y participaient. Robert Pagès, ancien collaborateur de Daniel Lagache au *Laboratoire de psychologie sociale* de la Sorbonne, tiendra ce propos éclairant :

« Nous avons fait des séminaires, des séminaires nationaux qui ont été organisés, payés par la “Productivité”. C’était le grand luxe industriel. Nous en avons d’ailleurs tiré quelques sous pour notre laboratoire [le laboratoire de psychologie sociale de la Sorbonne], les honoraires étant d’un ordre de grandeur tel qu’il se comparait à nos budgets. Nous payions à ce moment là un vacataire 15 000 francs anciens par mois, à mi-temps, 300 francs actuels par mois à temps plein. C’était évidemment extraordinairement infime. D’un seul coup et en quelques semaines, un nombre appréciable de ces vacataires ou jeunes chercheurs se sont vus offrir le choix d’être payés environ 60 000 francs par jours (soixante fois plus). Leur patron pouvant se faire payer d’emblée, à ce moment là, 1 000 francs actuel, 100 000 francs de l’époque, par jour, soit les pers-

pectives d’un *centuplement* des gains ou à peu près. La disproportion des rémunérations était capable de détruire d’un seul coup, à la dynamite, toute recherche fondamentale »⁴. Il ajoutera : « Il n’est jamais bon de mettre en compétition le marché et la vertu »⁵.

Le problème soulevé par Robert Pagès, celui de l’hétéronomisation du champ scientifique mis en rapport avec la question du sacré et du profane, peut rendre compte du peu d’entrain qu’a suscité en France l’histoire sociale des SHS. Mais en partie seulement. En effet, deux historiens américains, Irwin M. Wall et Richard F. Kuisel, ont établi au tournant des années 1990, sur la base d’archives du Conseil national de sécurité des Etats-Unis notamment, que l’introduction des SHS en France fut étroitement liée à la Guerre froide culturelle⁶. Ce fait que nous détaillerons plus loin est à prendre en compte dans la mesure où il permet de mieux comprendre les mécanismes généraux qui ont structuré la circulation internationale des sciences dans le cadre d’une importante reconfiguration des rapports interétatiques⁷. Mais les activités politiques dites de « renseignement », qui furent selon Alain Dewerpe rationalisées et développées à mesure qu’émergeait en Occident une culture politique de la transparence et de « l’opinion publique », sont re-

⁴ Drouard Alain (dir.), *Le Développement des sciences sociales en France au tournant des années soixante*, Paris, Ed. du CNRS, 1983, p. 45.

⁵ *Ibid.*, p. 46.

⁶ Voir : Wall Irwin M., *L’influence américaine sur la politique française, 1945-1954*, Paris, Balland, 1989 et Kuisel Richard F., *Le Miroir américain. 50 ans de regards français sur l’Amérique*, Paris, J.-C. Lattès, 1993.

⁷ Heilbron Johan, Guilhot Nicolas et Jeanpierre Laurent, « Vers une histoire transnationale des sciences sociales », *Sociétés contemporaines*, n°73, 2009, pp. 121-145. Sur l’implication des services de renseignement dans cette circulation, voir par exemple : Krige John, *American Hegemony and the Postwar Reconstruction of Science in Europe*, Cambridge, The MIT Press (coll. Transformations : Studies in the History of Science and Technology), 2006 ; Wall Irwin M., *L’influence américaine sur la politique française*, *op. cit.* ; Simpson Christopher (dir.), *Universities and Empire. Money and Politics in the Social Sciences During the Cold War*, New York, The New Press, 1998 ; Simpson Christopher, *Science of Coercion. Communication Research and Psychological Warfare (1945-1965)*, Oxford, Oxford University Press, 1994 ; Herman Ellen, « Project Camelot and the Career of Cold War Psychology », in Simpson Christopher (dir.), *Universities and Empire*, *op. cit.*, pp. 97-133 ; Bartley H. Russell, « The Piper Played to Us All : Orchestrating the Cultural Cold War in the USA, Europe, and Latin America », *International Journal of Politics, Culture and Society*, vol. 14., n°3, 2001, pp. 571-619 ; Saunders Stonor Frances, *Qui mène la danse ? La CIA et la Guerre froide culturelle*, Paris, Denoël (coll. Impacts), 2003 ; Chartier Frédéric, *La CIA en France. 60 ans d’ingérence dans les affaires françaises*, Paris, Seuil, 2008.

¹ Boltanski Luc, *Les cadres. La formation d’un groupe social*, Paris, Minuit (coll. Le sens commun), 1982, p. 155.

² Paul Albou a géré les fonds du CGP destinés au développement des SHS appliquées avant de fonder le Laboratoire de psychologie économique à l’Université René-Descartes. Voir : Albou Paul, *Labourer la mer. Une histoire personnelle de la productivité*, 2001. Ce texte, en format *Rich View*, n’indique aucune pagination. Le propos cité est situé au niveau du cinquième paragraphe de l’avertissement. Il est accessible par voie de téléchargement sur : <http://dhost.info/paulalbou/download_1.htm> [page consultée le 7 janvier 2010].

³ Drouard Alain, « Réflexions sur une chronologie. Le développement des sciences sociales en France de 1945 à la fin des années soixante », *Revue française de sociologie*, n°23, 1982, p. 55.

lativement méconnues et même dédaignées dans le champ scientifique français¹. A ce propos, l'auteur écrit :

« Il est intéressant de noter à quel point est grande la réticence du monde savant à s'engager dans un tel registre ». Il ajoute : « On ne peut rendre raison de ce refus de prendre en compte des phénomènes vulgaires, petits et grands complots, techniques, considérées enfantines et marginales, de la clandestinité, stratégies de manipulation, existences de bureaucraties spécialisées, attestés par une documentation tout aussi vulgaire, tels les récits de vie et d'aventures des espions ou les essais scandaleux de journalistes, sans convoquer toute la censure de la domination politique qui est au principe des schèmes explicatifs qu'elle met en œuvre, tant le fait qu'elle tend à reproduire, sur un mode lettré, l'image avouable que l'Etat propose au public, qu'enfin la posture noble du monde savant dont elle relève, portée à rejeter la marginalité et le vulgaire, et à préférer les nier plutôt que de prendre le risque de se voir imputer une théorie conspiratoire, elle aussi vulgaire, du politique »².

La première partie de l'article sera consacrée aux problèmes sémantiques posés par les expressions « psychologie sociale » et « psychosociologie » ainsi qu'au sens dans lequel sera employé le terme de « formation ». La seconde partie traitera brièvement du rôle des psychologues dans l'élaboration des méthodes de formation et dans la construction de la notion de *leadership* de la fin du XIX^e siècle jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. La troisième section abordera les enjeux géopolitiques sous-tendant l'exportation des formations psychosociologiques pour adultes ainsi que le poids des intérêts scientifiques dans les stratégies de certains psychologues français. Elle proposera enfin une interprétation des consignes types formulées au début des groupes de formation. La période principalement étudiée s'étendra de la création de l'ECA en 1948 à l'organisation, en 1956, de deux grands stages de formations psychosociologiques par le CGP.

psychosociologie et formation

L'une des interrogations qui revient le plus souvent lorsqu'est abordé le problème de la nature de la psychosociologie, au cours d'une discussion

par exemple, est celle de sa différence avec la psychologie sociale. Bien qu'il s'agisse peut-être d'une question « purement conventionnelle, sinon arbitraire »³, il est possible, et sans doute souhaitable, d'établir quelques distinctions. Si l'on part de l'usage du mot « psychosociologie », on constate qu'il désigne, aujourd'hui, des pratiques variées : activités de recherche, de recherche-action, d'intervention, de formation et de psychothérapie groupale. Il renvoie également à un courant épistémologique en sciences sociales : l'approche interactionniste. On peut ajouter que le terme « *psychosociology* » est peu utilisé dans les pays de langue anglaise comparativement à l'expression « *social psychology* »⁴. Il existe en France au moins un « laboratoire de psychosociologie », comme celui de l'Université de Provence, mais la désignation de « laboratoire de psychologie sociale » est toutefois plus répandue. Celui de l'Université de la Sorbonne, fondé par Daniel Lagache entre 1952 et 1953⁵, porte d'ailleurs un tel nom. Au sein de ces laboratoires, les chercheurs sont traditionnellement engagés dans des recherches mobilisant des protocoles expérimentaux et tendent à se désigner comme des « psychologues sociaux ». Depuis les travaux de Muzafer Sherif, entres autres, on peut considérer que la pratique expérimentale constitue l'une des caractéristiques les plus saillantes de la psychologie sociale. Mais celle-ci ne se réduit pas au positivisme méthodologique ou aux activités de laboratoire. D'autres psychologues sociaux, généralement désignés comme « psychosociologues » (la psychosociologie est ici considérée comme une

³ Maisonneuve Jean, *Psychosociologie et formation. 30 ans de formation relationnelle en groupe*, Paris, L'Harmattan (coll. Histoire et mémoire de la formation), 2004, p. 27-47.

⁴ La plateforme de revues JSTOR indique, au 18 décembre 2009, pour l'expression « *social psychology* », 294 résultats au terme d'une recherche incluant comme critères la seule base JSTOR ainsi que la présence de l'expression dans les titres d'articles de langue anglaise. En élargissant la recherche au corps des articles, on trouve 128 215 résultats. La même opération menée pour le vocable « *psychosociology* » ne donne aucun résultat avec le critère « titre » et seulement 67 résultats pour le corps des textes. Avec le moteur de recherche Google, on trouve avec le seul critère « anglais » 4 450 000 résultats pour « *social psychology* » et 18400 pour « *psychosociology* ». Avec le même moteur de recherche, la seule sélection « français » donne pour le mot « psychosociologie » 93 500 résultats contre 18 400 pour le terme « *psychosociology* » (sélection « anglais »).

⁵ Pagès Robert, « La recherche en psychologie sociale », in Le Bras Gabriel, Chombart de Lauwe Paul-Henry, Aron Raymond, Berque Jacques *et al.*, *Aspects de la sociologie française*, Paris, Les éditions ouvrières (coll. L'Evolution de la vie sociale), 1966, pp. 121-137.

¹ Dewerpe Alain, *Espion : une anthropologie historique du secret d'Etat contemporain*, Paris, Gallimard (coll. NRF), 1994.

² *Ibid.*, pp. 15-16.

branche de la psychologie sociale), surtout en France, travaillent en effet dans le cadre des modèles phénoménologiques et herméneutiques. Certains d'entre eux, influencés par les travaux de psychanalyse appliquée à la culture, brillamment initiés par Sigmund Freud, publient ainsi des travaux touchant à des questions générales comme la civilisation, les idéologies, la violence, etc. Ils peuvent simultanément enseigner à l'Université et/ou se regrouper au sein d'associations proposant des interventions dans les entreprises, les associations, les administrations, etc.

Toutefois les psychologues sociaux expérimentaux peuvent également proposer des expertises. C'est le cas de Rensis Likert de l'Université de Michigan qui mène au milieu des années 1950 des expertises pour le compte de l'Agence européenne de productivité (AEP)¹ tout en étant rémunéré par la *Foreign Operations Administration* (FOA), l'un des organismes de gestion des programmes d'« assistance technique ». Mais la méthode expérimentale est alors utilisée pour l'évaluation des résultats des formations au « leadership démocratique » qui, elles, ne mobilisent pas les mathématiques. Rappelons que les *Training Groups* sont des méthodes de formation de type « expérientiel », pour reprendre le néologisme de Jacques Ardoino. Nous analyserons plus loin ces techniques sur la base des énoncés faits entre autres par Robert Pagès au cours des sessions de formation organisées par le CGP et l'AEP.

Si la psychosociologie peut-être considérée comme l'un des versants non expérimentaux et compréhensif de la psychologie sociale (et de la sociologie²), comment définir une formation, psychosociologique ou non ? De manière générale, une formation vise essentiellement à faire acquérir des connaissances et/ou des compétences estimées souhaitables par l'agent formateur, son mandant, et, cela peut arriver, par l'agent formé. D'un point de vue théorique, elle représente une série d'actions pédagogiques se déroulant dans le temps et l'es-

pace. En ce sens elle constitue un processus de travail pédagogique. Et étant donné qu'il ne s'agit ni de prime-éducation (travail pédagogique primaire), ni d'apprentissage scolaire (travail pédagogique secondaire), la formation des adultes peut être caractérisée comme un *travail pédagogique tertiaire*. Considérés dans le cadre de la théorie de la violence symbolique, les psychosociologues formateurs qui travaillent pour le CGP sont des « émetteurs pédagogiques » (après avoir été eux-mêmes des récepteurs) bénéficiant d'une « autorité pédagogique » liée à une délégation d'autorité (un « mandat ») de la part de groupes plutôt dominants (hauts-fonctionnaires du CGP, directeurs de laboratoires, etc.). Enfin, les professionnels de l'encadrement (autre catégorie de récepteurs devenus émetteurs) sont le plus souvent appelés par leur organisation d'appartenance (entreprise, administration, etc.) à exercer, à leur tour, des actions de violence symbolique auprès des membres de groupes plus ou moins dominés, situés en bout de chaîne si l'on ose dire (salariés d'exécution, syndicalistes, etc.). Cette manière de considérer la formation (des adultes) peut, aujourd'hui, paraître déplacée. Mais ce déplacement est nécessaire en ce sens que nous abordons moins ici les rapports enseignants-enseignés dans leur dimension interactionnelle que dans le rôle qui leur est politiquement assigné au cours d'une importante période de réagencement de l'ordre symbolique.

du « commandement » au « leadership démocratique »

Avant d'aborder la décennie qui suit la Seconde Guerre mondiale, il est nécessaire de présenter brièvement un certain nombre de conditions, de relations et de préoccupations à partir desquelles sont mises en œuvre les premières formes de psychologie appliquée aux collectifs. Aux Etats-Unis, la fin du XIX^e siècle est marquée par de profondes transformations dans les mondes économique et académique. Les élites industrielles qui émergent après la Guerre de Sécession investissent entre autres dans « la nouvelle éducation ». Celle-ci consiste en partie à encourager le développement des applications scientifiques et du management dans le cadre de la Seconde Révolution industrielle (1870-1914). Les pratiques philanthropiques consistant à soutenir le développement des sciences

¹ Organisation Européenne de Coopération économique, Agence Européenne de Coopération Economique, EPA/HU/2651 Annexe II, Archives historiques de la Commission des communautés européennes, BAC 1/1970 n°83/3.

² Voir : Bhaskar Roy, *The Possibility of Naturalism. A Philosophical Critique of the Contemporary Human Sciences*, New York, The Harvester Press (coll. Harvester Philosophy Now), 1979 et Mendel Gérard, Prades Jean-Luc, *Les méthodes de l'intervention sociologique*, Paris, La découverte (coll. Repères), 2002.

sociales répondent à diverses conséquences sociales du développement du capitalisme : migrations, urbanisation, prolétarisation, etc. Les *labor wars* des années 1890, qui touchent par exemple les aciéries d'Andrew Carnegie, encouragent de la part du patronat l'adoption de perspectives politiques réformistes soutenues par les savants progressistes dont les liens se resserrent avec les industriels qui financent les universités¹.

Le développement des instruments de mesure et de prédiction se fait parallèlement à la diffusion du paradigme psychosociologique auquel ont contribué des auteurs européens comme Gabriel Tarde, Gustave Le Bon ou Scipio Sighele². La psychologie des foules, par exemple, est fortement marquée par les travaux d'Hippolyte Taine. Les notes préparatoires à *Les Origines de la France contemporaine* témoignent de l'importance tout à fait centrale des jeunes sciences de l'Homme ainsi que de leurs finalités principales, selon l'auteur, au début de la III^e République :

« La cause générale de la Révolution française et de notre état social instable, c'est la science hâtive, mal faite, a prioriste, ajoutant sa flamme et son drapeau aux passions de la masse affranchie par la première Révolution, par les machines, et de plus surexcitée par le bien-être qu'ont répandu les machines. Le remède général, c'est la science bien faite, expérimentale. Il y a là une force incalculable, capable d'agrandissements et d'empire indéfinis. Les preuves de cette force sont accablantes. Même à l'état hâtif et faux, elle a fait la Révolution française, et, sous sa forme bâtarde de socialisme, nos dernières convulsions »³. L'auteur ajoute : « Par ses applications partielles elle a fait le bon gouvernement de l'Angleterre et des Etats-Unis (qui du reste, par tradition, la pratiquaient instinctivement). Son nom (barbare) est sociologie. Son titre exact est : application à la conduite des affaires humaines de la science de l'humanité »⁴.

Les principes de l'action collective sont considérés par les premiers psychologues sociaux com-

me relevant de processus invisibles et irrationnels tels que la contagion morale ou l'imitation. Les travaux de Gustave Le Bon connaîtront un succès important aux Etats-Unis⁵ et d'autres études françaises, comme celles de Gabriel Tarde ou d'Alfred Binet, sont mentionnées au début du XX^e siècle dans les travaux de Lewis M. Terman qui travaille entre autres sur le problème du *leadership*. Professeur de psychologie de l'éducation à l'Université de Stanford, Terman met au point une version remaniée de l'Echelle métrique de l'intelligence (EMI), dite de Binet-Simon, variante qu'il introduit au sein de l'Armée durant la Première Guerre mondiale. Les psychologues militaires travaillent surtout à la sélection des soldats, mais également dans la section de formation et d'instruction (*Training and Instruction Branch*), dans le cadre du « programme pour le moral des troupes » (*Troop Morale Program*)⁶.

A la suite de ce conflit, la psychologie industrielle connaît aux Etats-Unis deux tendances importantes. La première, que l'on rencontre également en France mais où le rôle de l'Etat joue un rôle plus important⁷, concerne le développement de la psychologie différentielle qui devient un instrument de recrutement proposé aux entreprises par certains membres du Comité de classification de l'Armée qui fondent des cabinets privés⁸. La seconde a trait à l'augmentation du nombre de travaux sur les groupes qui triplent entre 1929 et 1944⁹. Ce dernier phénomène naît dans un contexte socio-économique qu'il convient de rappeler : celui de l'industrialisation des années 1920, de la crise économique puis du New Deal. Ces facteurs contribuent, entre 1933 et 1941, à accroître de façon spectaculaire le taux de syndicalisation¹⁰. C'est au cours de cette période qu'apparaît la profession de

¹ Guilhot Nicolas, « Une vocation philanthropique. George Soros, les sciences sociales et la régulation du marché mondial », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°151-152, 2004, pp. 36-38.

² Concernant cette période, on peut consulter : Nye Robert A., *The Origins of Crowd Psychology. Gustave Le Bon and the Crisis of Mass Democracy in the Third Republic*, Beverly Hills and London, Sage, 1975 ; van Ginneken J., « Les grandes lignes d'une histoire culturelle de la psychologie politique », *Revue Hermès*, n°5-6, janvier 2001, pp. 161-180.

³ Taine Hippolyte, *Sa vie et sa correspondance*, t. III, Paris, Hachette et Cie, 1905, p. 306.

⁴ *Ibid.*, p. 307.

⁵ Paicheler Geneviève, *L'Invention de la psychologie moderne*, Paris, L'Harmattan (coll. Bibliothèque de l'éducation), 1992.

⁶ Camfield Thomas. M., « "Will to Win" : The US Army Troop Morale Program of World War I », *Military Affairs*, vol. 41, n°3, 1977, pp. 125-128.

⁷ Le Biannic Thomas, *Les Ingénieurs des âmes. Savoirs académiques, professionnalisation et pratiques des psychologues du travail de l'entre-deux-guerres à nos jours*, Thèse de doctorat en sociologie, Université de la Méditerranée, Aix-en-Provence, 2005.

⁸ Paicheler Geneviève, *L'Invention de la psychologie moderne*, op. cit.

⁹ Strodbeck Fred L. et Hare Paul A., « Bibliography of Small Group Research (From 1900 Through 1953) », *Sociometry*, vol. 17, n°2, 1954, pp. 107-178.

¹⁰ Le nombre d'employés syndiqués passe de 2 805 000 en 1933 à 8 410 000 en 1941. Voir : Green James R., *The World of the Worker. Labor in Twentieth-Century America*, New York, Hill and Wang (coll. American Century), 1980.

*personnel manager*¹ tandis que le courant des relations humaines est inauguré par les recherches-actions d'Elton Mayo et de Kurt Lewin. Ce dernier, qui a quitté l'Allemagne nazifiée dans les années 1930, débute sa carrière américaine à l'Université d'Etat de l'Iowa en travaillant sur les questions pédagogiques et les « atmosphères autocratiques et démocratiques » dans les groupes d'enfants². A la manière de Paul Lazarsfeld, le talentueux théoricien de la *psychologie topographique*, proche lui aussi des mouvements socialistes, sera amené aux Etats-Unis à adopter des stratégies professionnelles congruentes avec un nouveau contexte académique et social. Vers 1939, il est par exemple invité par son ami Alfred J. Marrow à mettre en œuvre son savoir-faire au sein de la manufacture Harwood. Quelques élèves du chercheur, dont Alex Bavelas, Lester Coch et John R. P. French, sont embauchés à des postes de gestion du personnel, ce qui leur permet de développer un certain nombre d'activités relatives aux prises de décision en groupe, à la formation au *leadership*, au changement des stéréotypes et à la « résistance au changement »³.

En France, bien que les travaux de psychologie sociale sur les petits groupes n'émergent qu'au début des années 1940 avec le concours de Daniel Lagache, les formes phénoménologiques de psychologie collective commencent à être introduites dans les entreprises à la fin des années 1930, principalement par l'intermédiaire d'ingénieurs-conseils dont la vigilance venait d'être vivifiée par le Front populaire. Ces mouvements sont indiqués par la création de l'éphémère Institut de psychologie appliquée (IPSA), dirigé par André Arthus qui propose en 1938 de former des professionnels de l'encadrement⁴. Un tract publicitaire de l'IPSA indique par exemple :

« Son enseignement [...] a donc trait : soit à la manière dont nous pouvons utiliser les données

certaines de la psychologie moderne, pour mieux organiser le travail de nos collaborateurs et les mettre dans les conditions psychologiques les plus favorables à un bon rendement, soit enfin à la manière dont nous pouvons tirer parti des mêmes données pour apaiser, en clarifiant "l'atmosphère psychologique", certains conflits sociaux que l'on a vainement cherché à résoudre par des concessions d'ordre matériel, sur le seul terrain économique »⁵.

Durant la Seconde Guerre mondiale, les applications militaires et industrielles de la psychologie sociale connaissent aux Etats-Unis un essor considérable. Par exemple, Elton Mayo et Fritz Roethlisberger contribuent à l'effort de guerre en élaborant le programme de formation *Training Within Industry* (TWI) qui sera exporté en Europe et au Japon quelques années plus tard. Syndicalistes et managers sont mobilisés au sein du *TWI Service*. L'un des volets du programme qui illustre le mieux l'introduction de nouveaux modes de management est le *Job Relations Training*. Créé dans le but de former l'encadrement aux techniques des « relations humaines », son programme valorise la « reconnaissance » (*recognition*) en tant que technique de management. En août 1945, près de 6 000 syndicalistes avaient suivi cette formation. William J. Breen relève d'ailleurs que le programme suscite moins de scepticisme auprès de ceux-ci que de la part des managers⁶. Au cours du conflit, les psychologues exercent aussi dans de nombreux domaines militaires. Les premiers centres de recherche opérationnelle spécialisés en psychologie appliquée voient le jour : *Foreign Morale Analysis Division (Office of War Information)*, *Psychological Warfare Division (Army)* ou encore la *Psychology Division (Office of Strategic Services)* pour laquelle travaillent près de 900 universitaires dont Herbert Marcuse, Margaret Mead, Gregory Bateson et Barrington Moore⁷. De nombreux intellectuels s'engagent auprès de l'Armée américaine afin de participer à la défaite du nazisme. Kurt Lewin participe à des « *Morale*

¹ Breen William J., « Social Science and State Policy in World War II : Human Relations, Pedagogy, and Industrial Training, 1940-1945 », *The Business History Review*, vol. 76, n°2, 2002, pp. 233-266.

² Lewin Kurt, « Experiments on Autocratic and Democratic Atmospheres », *The Social Frontier*, vol. 4, n°37, 1938, pp. 316-319.

³ Burnes Bernard, « Kurt Lewin and the Harwood Studies. The Foundations of OD », *The Journal of Applied Behavioural Science*, vol. 43, n°2, 2007, pp. 213-231.

⁴ L'IPSA est créée en 1938 par le Centre d'étude des problèmes humains (CEPH) fondé par Jean Coutrot. Voir : Clarke Jackie, « Engineering a New Order in the 1930s : The Case of Jean Coutrot », *French Historical Studies*, vol. 24, n°1, 2001, pp. 63-86.

⁵ Cet extrait est tiré d'un prospectus présenté par Odile Henry dans l'article « De la sociologie comme technologie sociale : La contribution de Jean Coutrot, 1895-1941 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°153, 2004, p. 58.

⁶ Breen William J., « Social Science and State Policy in World War II... », *op. cit.*

⁷ Cartwright Dorwin, « Social Psychology in the United States during the Second World War », *Human Relations*, n°1, 1948, pp. 333-352 ; Central Intelligence Agency, « Research and Analysis », *Central Intelligence Agency*, s. d., pp. 89-98. En ligne : <<https://www.cia.gov/library/center-for-the-study-of-intelligence/csi-publications/books-and-monographs/oss/art04.htm>> [page consultée le 17 janvier 2009].

Operations» et à la formation des agents secrets de l'Office of Strategic Services (OSS), qui deviendra, au début de la Guerre froide, la *Central Intelligence Agency* (CIA)¹. L'influence de la guerre sur le développement de la psychologie sociale appliquée fut telle que Serge Moscovici et Ivana Markovà avancèrent que la « psychologie sociale est devenue un champ unifié et indépendant durant et depuis la Deuxième Guerre Mondiale »², affirmation plausible qui mériterait cependant d'être davantage étayée sur le plan empirique.

Nous avons vu que la conflictualité sociale, nationale puis internationale, a été un facteur déterminant dans le développement de la psychologie sociale et que l'histoire de celle-ci se forme principalement à l'intersection des champs politique, économique et scientifique. Les savoirs psychosociaux élaborés ou retravaillés dans ces contextes tumultueux n'en demeurent pas moins liés à des interrogations philosophiques et scientifiques sur la démocratie ou la logique immanente de l'action sociale. Les usages et la diffusion internationale des savoirs et savoir-faire psychosociaux durant l'après-guerre et le début de la Guerre froide se rattacheront toujours à ces préoccupations, mais celles-ci n'échapperont qu'en partie au processus de politisation des sciences lié aux enjeux d'une lutte idéologique et géopolitique qui opposera deux nouveaux *hegemons*.

géopolitique, communication et formation

A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, les sciences de la communication et de l'éducation vont contribuer, à travers les actions d'experts, à la mise en œuvre de plusieurs programmes gouvernementaux. Parmi les enjeux géopolitiques les plus immédiats figurent la restructuration de l'Allemagne et du Japon. Deux organismes sont respectivement chargés de coordonner leur redressement par des opérations globales qui seront plus tard désignées sous le terme de *State Building* : l'*Office of Military Government des Etats-Unis* (OMGUS) et le *Supreme Commander of Allied Powers* (SCAP) au Japon.

¹ Voir : Cooke Bill, « The Kurt Lewin – Goodwin Watson FBI/CIA files : A 60th Anniversary There-and-then of the Here-and-now », *Human relations*, vol. 60, n°3, 2007, pp. 435-462.

² Moscovici Serge et Markovà Ivana, *The Making of Modern Social Psychology. The Hidden Story of How an International Social Science Was Created*, Malden, Polity Press, 2006.

La transformation des structures sociales s'accompagne en Allemagne du programme *Reeducation to Democracy* visant à modifier les structures mentales d'habitants ayant vécu, comme au Japon, sous un régime impérialiste et raciste³. Selon un rapport récent de la *Rand Corporation*, fondée en 1945 par l'Armée de l'Air des Etats-Unis, ces deux opérations représentent de « grandes réussites » : l'Allemagne et le Japon deviennent en dix ans des « démocraties économiquement stables ». Du point de vue des auteurs, les « leçons apprises » sont les suivantes : la « démocratie peut être transférée » et « exportée aux sociétés non-occidentales »⁴. S'ils n'ont pas la même ampleur qu'en Allemagne et au Japon, les projets parfois clandestins mis en œuvre dans plusieurs pays européens (démocratiques) accordent néanmoins une importance analogue aux instruments symboliques. Deux grands axes sont ainsi développés : les actions de propagande médiatique, alimentées par les résultats de vastes enquêtes d'opinion⁵, et les formations pour adultes.

Les principales institutions chargées de la mise en œuvre du Programme de rétablissement européen sont, en Europe, l'*Office of Special Representative* (OSR) installé à Paris, l'*Organisation européenne de coopération économique* (OECE) et sa « branche opérationnelle »⁶ : l'Agence européenne de productivité (AEP) ; trois institutions étroitement dépendantes de l'*Economic Cooperation Administration* (ECA), l'organisme officiellement chargée du Plan Marshall,

³ Senseney James E. Jr., *The Influence of Western Allies on German Adult Education*, Dissertation in Education, Graduate Faculty of Texas Tech University, Lubbock, 1985. En ligne : <http://etd.lib.ttu.edu/theses/available/etd-03252009-31295004998141/unrestricted/31295004998141.pdf> [page consultée le 13 octobre 2009].

⁴ Dobbins James, *America's Role in Nation Building. From Germany to Irak*, RAND, 2003, p. xx.

⁵ De nombreux sondages d'opinion sont réalisés dans les années 1950 pour le *Department of State* avec le concours d'experts étasuniens comme Lloyd A. Free, mais aussi par l'intermédiaire de sondeurs locaux. Lloyd A. Free fut, comme nous avons pu le constater, consultant dans le cadre d'une série d'enquêtes intitulées « Reports on Foreign Public Opinion ». Il contribua avec les analystes de l'*Office of Intelligence Research* à la préparation du rapport confidentiel « Western Europe : The Impact of Suez and Hungary » (1957) déclassifié en 1986. Department of State and United States Information Agency, « Reports on Foreign Public Opinion IV. Western Europe : The Impact of Suez and Hungary, January 31, 1957 ». Archives de l'Union européenne, JMAS/36.

⁶ Boel Bent, *The European Productivity Agency and Transatlantic Relations, 1953-1961*, Copenhagen, Museum Tusulanum (coll. Studies in 20th and 21st Century European History), 2003, p. 114.

créée en 1948 à Washington. L'EAP est créée suite aux lois *Benton-Moody* essentiellement destinés à sanctionner les « *Restrictive Business Practices* » (joliment désignées par l'imposante série d'initiales « RBP »), à favoriser l'essor de la « libre entreprise » et renforcer les « syndicats libres »¹. Plusieurs lois complémentaires (lois *Fulbright*, *Smith-Mund*, *Information and Educational Act*) ont quant à elles pour objet d'orienter les « attitudes » dans un sens favorable à la politique étrangère américaine par le biais d'échanges culturels, de campagnes d'« information » et d'« éducation ». En France, le CGP, rattaché au Commissariat général au Plan dirigé par Jean Monnet, est l'instance dont les « productivistes » sont chargés de coordonner le déroulement d'une « campagne de productivité ».

Les responsables de l'OSR, organisme dirigé au début des années 1950 par Averell Harriman, « représentant spécial » de l'ECA en Europe, travaillent en collaboration avec les hauts-fonctionnaires du CGP. Ils leur proposent de mettre en œuvre des pratiques qui permettraient d'atteindre un certain nombre d'objectifs économiques. Ces activités comprennent un volet de propagande : exposition de produits et de machines, présentation des techniques de production américaines au moyen de films et de photographies. Elles incluent de même une composante centrée sur la pédagogie avec la création d'un service de diffusion d'« extraits analytiques », le développement de programmes de formation pour les ouvriers ou l'organisation de visites d'« équipes de productivité » aux Etats-Unis². Les recommandations américaines invitent également à créer un « Centre de productivité » ainsi qu'un service de conseils pour tempérer les « relations industrielles ». Cette campagne est fondée sur un programme élaboré par un groupe de travail piloté par Jean Fourastié. L'équipe préconise la fondation d'un « centre de la productivité » (futur CGP) qui comprendrait trois branches : une section de « documentation, statistiques et études », une section des « stages et de la formation », une section de « diffusion et de propa-

gande »³. Le caractère artificieux des méthodes de propagande est justifié au sein du groupe de la manière suivante : « le Français n'accepterait pas ce qui lui paraîtrait une pression sur sa manière de penser »⁴. Quant aux missions de productivité, André Pons avance que leur but est de « montrer aux Français l'état d'esprit et les méthodes techniques et psychologiques qui ont permis en Amérique d'obtenir une haute productivité »⁵.

Les planificateurs français, tout en conservant une marge de manœuvre supérieure à leurs homologues allemands ou japonais, n'en suivent pas moins les grandes lignes directrices tracées par leurs conseillers américains de l'OSR qui travaillent non seulement sous la direction d'Averell Harriman mais également sous celle de David Bruce, ambassadeur des Etats-Unis en France (1949-1952) et chef de mission de l'ECA pour la France. Mais, pratique courante dans le champ diplomatique, ces deux hauts-fonctionnaires travaillent simultanément pour des agences de renseignement. David Bruce supervise le *Psychological Operations Plan Incident to Reduction of Communist Power in France*⁶ (*Project Cloven*⁷), dont l'existence est connue du président du Conseil français René Pleven⁸. S'il est vraisemblable que quelques autres hauts-fonctionnaires furent éclairés à ce propos⁹, il est en revanche fortement improbable que les employés du CGP ou les experts ait été mis au courant de ce projet. En dépit du fait que les archives relatives à cette opération clandestine demeurent en partie inaccessibles à l'heure actuelle (certaines ont même été récemment reclassées), Irwin M. Wall, qui a pu en consulter des extraits, montre que *Cloven* incluait des actions visant à diminuer l'influence du Parti communiste, des intellectuels marxistes (songeons à Henri Lefebvre par exemple) et à encourager l'essor de mouvements étudiants favorables à l'intégration

¹ Boel Bent, « The European Productivity Agency and American Policy Towards Western Europe After the Second World War » in Barjot Dominique (ed.), *Catching up With America*, op. cit., pp. 87-97. A ce propos, on peut également lire l'article de Pedersen Kai R., « Re Educating European Management: The Marshall Plan's Campaign Against Restrictive Business Practices in France », *Business and Economic History*, vol. 25, n°1, 1996, pp. 267-274.

² « Traduction. Résumé des commentaires de l'OSR sur le programme élargi d'aide technique », s.d., AN, AJ 81 177.

³ « Programme français pour l'accroissement de la productivité », février 1949, AN, AJ 81 176.

⁴ Groupe de travail de la productivité, « Programme de Diffusion », séance du huit septembre 1948, p. 15. AN, AJ 81 176.

⁵ Pons André, *L'organisation des stages en Amérique dans le cadre du Plan Marshall (Aide technique)*, s. d., p. 2, AN, AJ 81 178.

⁶ *Ibid.*, p. 19.

⁷ Il s'agit en fait du « complot » dont Jacques Duclos se plaint dans ses Mémoires. Voir : Duclos Jacques, *Mémoires. Dans la mêlée (1952-1958)*, t. I, Paris, Fayard (coll. Les grandes études contemporaines), 1972.

⁸ Sur le projet « Cloven », voir : Wall I. M., *L'influence américaine sur la politique française...*, op. cit. En particulier le chapitre 7, pp. 271-327.

⁹ Charprier Frédéric, *La CIA en France*, op. cit.

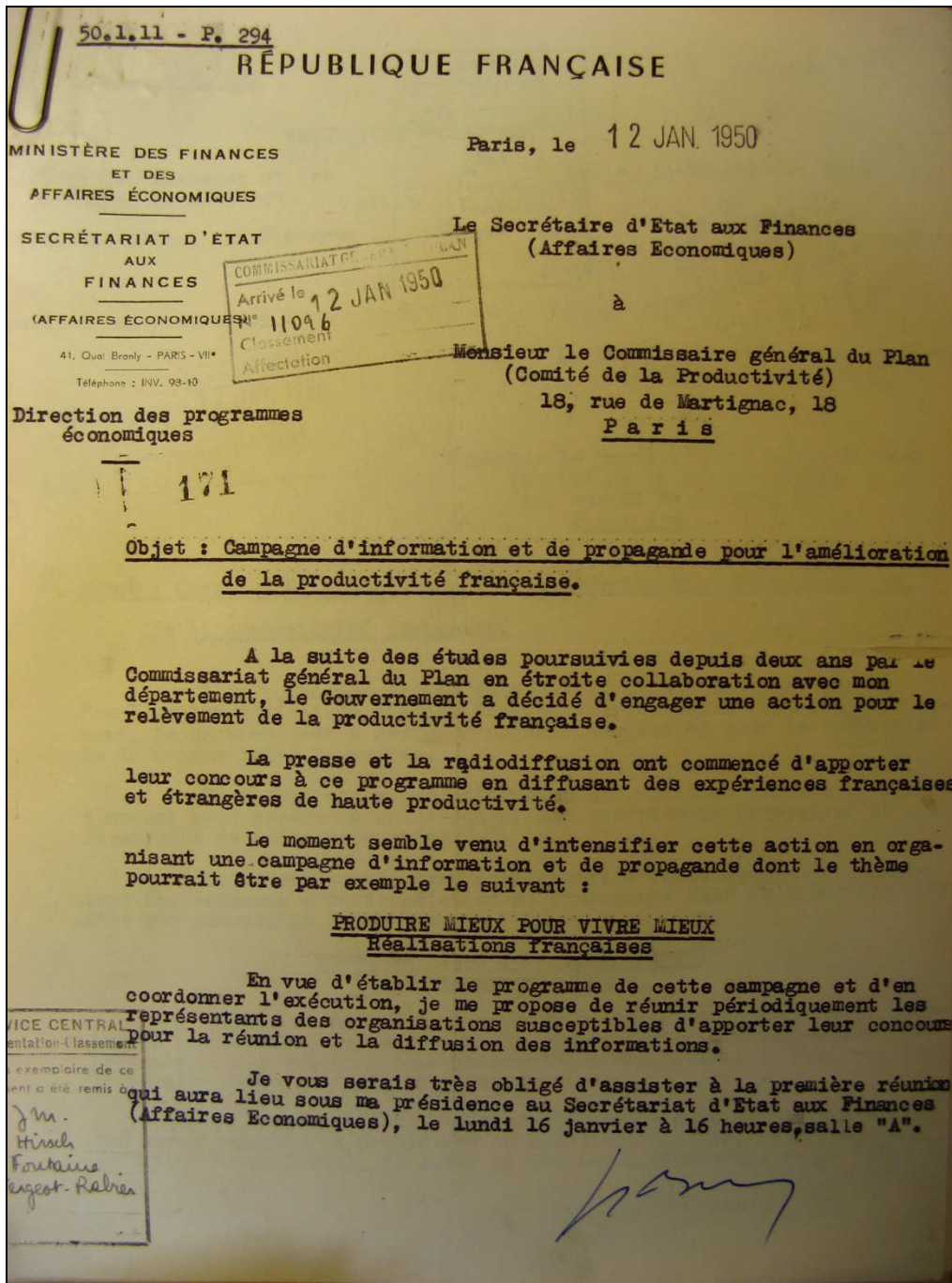


illustration 1 | Courrier du secrétaire d'Etat aux finances au Commissaire général du Plan, 1950
Archives Nationales, AJ 81 177.

européenne¹. Initiée en 1951 depuis le *Psychological Strategic Board* (PSB) – une sous-commission du Conseil national de sécurité américain comprenant entre autres le sous-secrétaire d'Etat, le secrétaire adjoint à la défense et le directeur de la CIA – son rôle fut d'assurer à l'aide d'autres institutions gouvernementales ou privées la supervision d'activités gouvernementales afin d'orienter, dans le sens des objectifs politiques nationaux des Etats-Unis, les « opinions, émotions, et comportements des groupes étrangers »². Parmi les organisations impliquées dans le déroulement de la politique d'endiguement du communisme, on peut mentionner les organes liés aux services d'information et d'échange des Etats-Unis : l'*United States Information Services* (USIS) et l'*United States Information and Education* (USIE). L'intérêt présenté par ces groupements réside dans le fait qu'ils jouent un rôle non négligeable, mais au final assez peu mentionné en histoire des sciences sociales, dans la circulation internationale des étudiants, des chercheurs, des savoirs et des techniques. En effet, L'USIE est chargée d'organiser des voyages aux Etats-Unis relatifs à « la productivité, la technologie, les relations dans l'entreprise, le système éducatif et artistique »³ mais également de patronner plusieurs éditions comme les Presses Universitaires de France⁴. L'exportation d'une nouvelle « culture d'entreprise » symbolisée par les « relations humaines » n'est donc pas une activité à étudier séparément, elle est à replacer dans le cadre de la Guerre froide culturelle qui est, sous certains aspects, une véritable Guerre froide pédagogique.

De manière analogue à David Bruce, Averell Harriman cumule les positions. Parallèlement à sa fonction de direction à l'OSR, il travaille pour l'*Office of Policy Coordination* (OPC), une agence d'espionnage peu connue qu'il contribue à instituer à la suite du Coup de Prague de 1948, avec la collaboration de membres de l'OSS comme James Forrestal, George Marshall, George Kennan et

Allen Dulles⁵. Le rôle de l'OPC tient aux limites des marges de manœuvre des autres institutions : bien que les membres de l'ECA puissent avoir recours à des activités de propagande, cette dernière instance est considérée par les *cold warriors* comme inadaptée pour assurer la lutte contre les activités subversives menées par les agences d'espionnage soviétiques, notamment du fait de l'absence de fonction politique. L'OPC est donc chargée, entre autres, de participer à la coordination de la politique étrangère américaine et de compléter clandestinement l'action du Plan Marshall en préparant des opérations qui ne peuvent pas encore être légalement mises à exécution par la *Central Intelligence Agency* (CIA) ou les voies diplomatiques traditionnelles (d'autres unités de l'OPC assurent dans certains pays la formation de maquisards anti-communistes). Son financement est assuré grâce à un montage, élaboré par l'ingénieur Harriman, permettant des transferts de fonds à partir du budget du Plan Marshall. D'après l'historienne Sallie Pisani, près de 160 personnes affiliées à l'OSR sont impliquées dans des activités de propagande dite « grise », caractérisées par la dissimulation de leur origine gouvernementale ou par l'attribution de l'information à d'autres sources, hormis les pays ennemis et leurs soutiens locaux⁶. L'OSR dispose d'une division de l'information (SREDI) et les employés du *Special Media Staff* entretiennent des relations étroites avec les représentants européens de magazines, de stations de radio et de cinéma (préparation et diffusion d'expositions, de posters et de *pamphlets*.) Le bureau des représentants spéciaux comprend aussi le *News and Writing Staff*, qui prépare des conférences de presse, ainsi que le *Labor Information Staff* qui établit des contacts avec les leaders des syndicats non-communistes⁷.

Le syndicalisme représente effectivement un enjeu crucial pour les planificateurs qui bénéficient indiscutablement des progrès des sciences de la communication et de l'éducation. Au cours des négociations franco-américaines concernant la

¹ *Ibid.*

² Perlman Susan M., *Shock Therapy : The United States Anti-Communist Psychological Campaign in Fourth Republic France*, Thesis for the degree of Master of Arts, College of Social Sciences, Florida State University, 2006. En ligne : <http://etd.Lib.fsu/theses/available/etd-02232006-184138/unrestricted/PerlmanThesis.pdf> [page consultée le 2 juillet 2007].

³ Wall Irvin M., *L'influence américaine sur la politique française...*, *op. cit.*, p. 308.

⁴ *Ibid.*

⁵ Pisani Sallie, *The CIA and the Marshall Plan*, *op. cit.*

⁶ Pisani Sallie, *ibid.* Lorsque la source est fallacieusement désignée par l'émetteur comme étrangère ou sympathisante avec l'ennemi, la propagande est dite « noire ». Lorsque l'identité de l'émetteur est transparente, elle est qualifiée de « blanche ».

⁷ Heger Kenneth, « Publicizing the Marshall Plan : Records of the U.S. Special Representative in Europe, 1948-1950 », *The U.S. National Archives and Records Administration*, September 1998. En ligne : <http://www.archives.gov/publications/records/1998/09/marshall-plan.html> [page consultée le 28 mars 2007].



illustration 2 | La productivité vainc Staline
Economic Cooperation Administration, P/TA, OD, CSF, box 5

(tiré de : Kuisel Richard F., *Seducing the French. The Dilemma of Americanization*, Berkeley, University of California Press (coll. History/Cultural Studies), 1993, p. 76)

question de l'envoi aux États-Unis de syndicalistes de la CGT, les planificateurs français soulignent l'importance d'inclure ceux-ci dans les missions de productivité mais les américains refusent cette option¹. Au sein du *Groupe de travail de la productivité*, composé de planificateurs, d'ingénieurs-conseils et de syndicalistes, cette éventualité est également soulevée mais les rapports entre Jean Fourastié et le représentant de la CGT qui participe à ce groupe se dégradent rapidement en 1949. Selon une note de Jean Fourastié transmise à Jean Monnet, le représentant de la CGT aurait affirmé : « la CGT sera amenée à dénoncer l'ingérence de l'Amérique et une opération politique sous couvert de la productivité »². Ces menaces sont mises à exécution et le Plan Marshall est incriminé dans la droite ligne des directives soviétiques³. Des expositions de l'ECA sont également sabotées⁴. Progressivement, la marginalisation de la CGT et le financement d'autres syndicats français par les services de renseignements américains⁵ s'accompagnent d'actions légales de formation à destination des membres des syndicats « libres ».

les « programmes d'entraînement au travail et au diagnostic de groupe » (1956)

Au sein d'une complexe division du travail d'endiguement, les chercheurs jouent un rôle qui n'est pas nécessairement conscient du fait de la distance qui les sépare, dans la plupart des cas, des hautes sphères du champ politique⁶. Mais en pleine Guerre froide culturelle, le mandat productiviste

pouvait être lourd à assumer⁷. Il suscite aussi dans le monde universitaire des controverses dont l'objet concerne essentiellement la fonction sociale des sciences de l'homme et de la société. Par exemple, quelques mois après avoir lui-même dirigé une « mission psychotechnique » aux États-Unis, le psychologue Paul Fraisse (directeur du Laboratoire de psychologie expérimentale et de physiologie des sensations de L'École pratique des hautes études) critiquera en 1953, dans la revue *Esprit*, le courant des relations humaines soutenu par Daniel Lagache, son concurrent direct dans le champ psychologique en pleine recomposition. L'auteur y fait part de son souhait de voir les syndicats « déjouer » la « manœuvre patronale qui consiste à briser la solidarité des travailleurs »⁸. La même année, Jacques Lacan, un autre concurrent de Daniel Lagache, s'en prend, pour des raisons analogues, à la psychosociologie lors d'un discours à Rome⁹. En 1956, Georges Canguilhem attire l'attention sur l'instrumentalisation industrielle de la psychologie des groupes lors la célèbre conférence « Qu'est-ce que la psychologie ? »¹⁰. Cette mise en garde entraînera d'ailleurs une réponse de la part de Robert Pagès, qui fut son élève¹¹. En dépit de ces réprobations, le développement des formations psychosociologiques ne cesse de s'amplifier comme en témoigne à partir de la fin des années 1950 la fondation de plusieurs associations de psychologie appliquée. Ce mouvement contribue à transformer l'espace de la psychologie universitaire, structuré alors par l'opposition entre la psychologie expérimentale, incarné par Paul Fraisse, et la psychologie clinique, que tentent de promouvoir Daniel Lagache et Juliette Favez-Boutonier qui nouent alors de nombreuses alliances hors du monde académique¹².

¹ Hara Terushi, « Productivity Missions to the United States : the Case of Post-War France », in Barjot Dominique (ed.), *Catching up With America...*, op. cit., pp. 171-182.

² Note de Jean Fourastié à Jean Monnet, 9 juillet 1949, AN, AJ 81 177.

³ Serdais Jean, « Aux ordres du plan Marshall... », op. cit.

⁴ Wall Irwin M., *L'influence américaine sur la politique française...*, op. cit.

⁵ Voir : Anthony Carew, « The Politics of Productivity and the Politics of Anti-Communism. American and European Labor in the Cold War », in Scott-Smith Giles et Krabbendam Hans (dir.), *The Cultural Cold war in Europe 1945-1960*, London, Frank Cass (coll. Intelligence Series), 2003, pp. 73-91 et Barnes Trevor, « The Secret Cold War : The CIA and American Foreign Policy in Europe, 1946-1956, part I », *The Historical Journal*, vol. 24, n°2, 1981, pp. 399-415.

⁶ A propos de la division intellectuelle du travail au sein des sciences sociales durant la Guerre froide, on peut lire : Pletsch Carl E., « The Three Worlds, or the Division of Social Scientific Labor, Circa 1950-1975 », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 4, 1981, pp. 565-590.

⁷ Dans un long entretien, Max Pagès affirme à propos des psychosociologues qu'il avait recrutés : « Je pense qu'à la fois, je représentais à leur yeux ce qu'ils désiraient être, et que je ravivais l'intense culpabilité qu'ils éprouvaient du fait de leur désir d'intégration sociale, et de se sentir devenus "les valets du capitalisme" ». Voir : Pagès Max et van den Hoye Didier, *Le travail d'exister : roman épistémologique*, Paris, Desclée de Brouwer, 1996, p. 151.

⁸ Fraisse Paul et Guibourg Yves, « Human relations : progrès ou mystification ? », *Esprit*, mai 1953, p. 803.

⁹ Ohayon Annick, *Psychologie et psychanalyse en France. L'impossible rencontre (1919-1969)*, op. cit.

¹⁰ Canguilhem Georges, « Qu'est ce que la psychologie », in Canguilhem Georges, *Etude d'histoire et de philosophie des sciences*, Paris, Vrin, pp. 365-381.

¹¹ Ohayon Annick, *Psychologie et psychanalyse en France...*, op. cit.

¹² Cette tendance est tangible à partir de 1956, date à laquelle une série de cours commencent à être consacrés à la psychosociologie appliquée. Voir : Bulletin de psychologie,

Daniel Lagache souhaite renforcer le pôle compréhensif de la psychologie, un projet qu'il mènera à terme grâce à un réseau de collaborateurs dont les recherches sont soutenues par les financements de la productivité. En 1955, il invite par exemple Paul Albou, par l'intermédiaire de Jacques van Bockstaele, à promouvoir la psychologie sociale¹. Ce dernier, alors chargé de recherche au CNRS, propose à Pierre Bize, le secrétaire général adjoint du Comité national à la productivité, de recruter Paul Albou à l'Association française pour l'accroissement de la productivité (AFAP)². Cette dernière est une importante association « paravent »³, selon le mot de Pierre Bize, créée pour appliquer les directives du CGP. Les rapports de missions et les textes de propagande de l'AFAP sont diffusés par la Société auxiliaire de diffusion des éditions de productivité (SADEP). On retrouve également dans ce réseau l'Association nationale pour le développement des sciences humaines appliquées (ANDSHA), fondée en 1956, qui publie aussi les actes des séminaires nationaux de « psychosociologie industrielle » financés par le CGP et l'AEP⁴. Selon Jacques Ardoino, l'un des fondateurs de l'ANDSHA, le statut associatif de l'association n'avait qu'« une seule fonction » : « pouvoir recevoir des fonds »⁵. Soulignons-en une seconde : celle permettant aux instances pédagogiques du Plan de bénéficier, à bas prix, d'un surcroît symbolique d'indépendance. Au sein de cet espace social interstitiel, deux événements importants dans l'histoire des formations psychosociologiques vont avoir lieu. En 1956, l'AEP et le GGP financent, grâce à la médiation de Pierre Bize, deux stages de formation psychosociologique de douze jours chacun : les *programmes d'entraînement au travail et au diagnostic de groupe*. Paul Albou, qui participe aux travaux d'organisation, d'animation et de publication de ces

programmes, affirme que les « techniques pédagogiques en furent bouleversées »⁶.

Une analyse des consignes formulées par Robert Pagès au début de ces formations permet de saisir l'un des principes pédagogiques essentiels à l'œuvre dans cette situation psychosociologique. L'émetteur pédagogique présente aux stagiaires une première règle : il s'agit de « traiter des problèmes » sur un plan cognitif et de prendre efficacement des décisions en groupe. Cette première consigne est suivie de rappels insistants, en apparence de pure forme, mais qui constituent en fait un élément fondamental du dispositif :

« Le point essentiel, c'est donc qu'il s'agit d'une discussion entièrement libre. Cela sans la moindre trace de formalisme, de hiérarchie, d'hésitation dans la façon de traiter autrui dans ce groupe [...] Insistons-y, il faut faire le maximum pour qu'il n'y ait aucune différence de traitement entre les membres, du point de vue de leur égalité »⁷.

Un compte-rendu détaillé de la seconde formation s'étant déroulée à Samoï permet d'observer la réitération de ces consignes : les récepteurs pédagogiques, principalement des directeurs et des cadres, sont de nouveau invités à une « discussion libre » de caractère « informel », « sans sujet imposé »⁸. Les consignes comprennent le tutoiement, l'interpellation par le prénom, la réduction des formules de politesse, la spontanéité ainsi que l'occultation des « présuppositions hiérarchiques ».

Comment interpréter ces instructions ? On peut en premier lieu constater qu'elles correspondent assez précisément à la définition des stratégies de condescendance :

Stratégies « par lesquelles les agents occupant une position supérieure dans une des hiérarchies de l'espace objectif nient symboliquement la distance sociale qui ne cesse pas pour autant d'exister, s'assurant ainsi les profits de la reconnaissance accordée à une dénégation purement symbolique de la distance [...] qui implique la reconnaissance de la distance [...] »⁹.

« Index des Cours du *Bulletin de psychologie* de 1952 à 1970 », *Bulletin de psychologie*, s.d. En ligne : <<http://www.bulletindepsychologie.net/vente/documents/cours%20bulletin.pdf>> [page consultée le 14 décembre 2009].

¹ Albou Paul, *Labourer la mer*, *op. cit.*

² Le lagachien Didier Anzieu aidera par la suite Paul Albou, qui deviendra psychologue, à monter un petit département de « psychologie économique » à l'Université Paris V.

³ Boulat Régis, « Le concept de productivité en France de la première guerre mondiale aux années soixante », *Travail et Emploi*, n°91, 2002, p. 50.

⁴ A propos de l'ANDSHA, voir : Ardoino Jacques, « Les activités de l'Association nationale pour le développement des sciences humaines appliquées (ANDSHA) », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. XIII, n°1, 1961, pp. 124-127.

⁵ Drouard Alain (dir.), *Le développement des sciences sociales en France...*, *op. cit.*, p. 46.

⁶ Albou Paul, *Labourer la mer*, *op. cit.* La citation est tirée de la dernière page du chapitre V.

⁷ Pagès Robert, « Remarques sur les groupes de base », *Bulletin de psychologie*, t. XII, n°6-9, 1959, pp. 476-477.

⁸ Arbousse-Bastide Paul, « L'expérience de Samoï : Impressions et réflexions d'un participant à un T. Group », *Bulletin de psychologie*, t. XII, n°6-9, 1959, pp. 377-385.

⁹ Bourdieu Pierre, *Choses dites*, Paris, Minuit (coll. Le sens commun), 1987, p. 152.

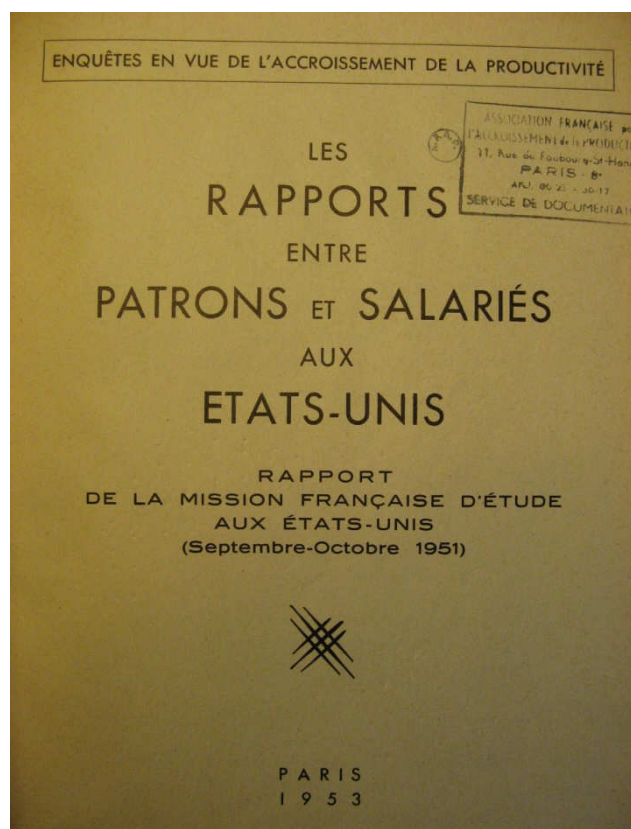


illustration 3 | Rapport de mission de productivité, 1953
Archives nationales, AJ 81 69.

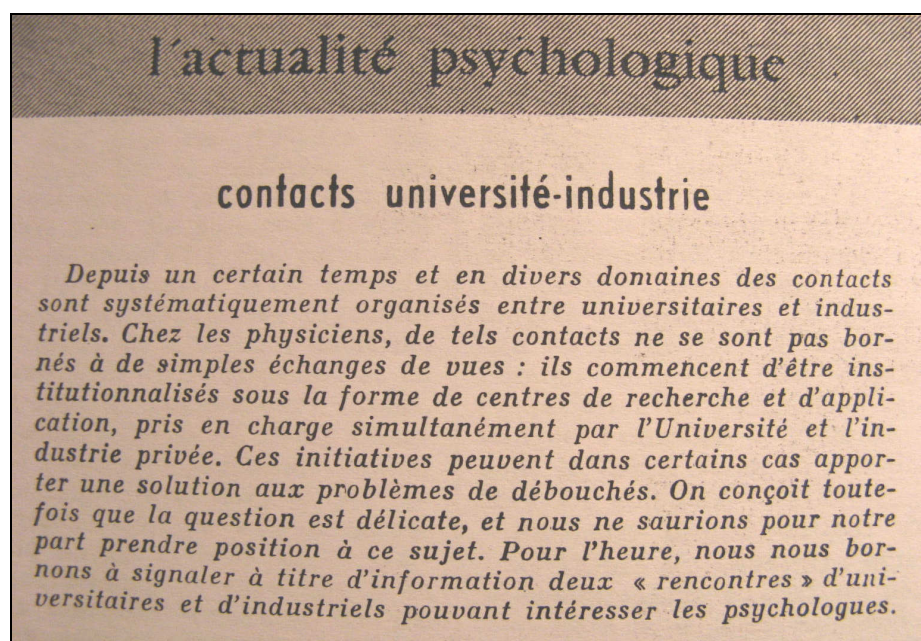


illustration 4 | Bulletin de psychologie, vol. 10, n°2, 1956, p. 104

En tant qu'elles invitent à « informaliser » les interactions, ces consignes sont sans doute à comprendre comme l'une des expressions du processus transnational d'*informalisation* décrit par Cas Wouters¹. Le sociologue néerlandais attribue entre autres l'informalisation des manières (*manners*) dans plusieurs pays anglo-saxons à des changements dans les rapports de force sociaux (« *shifts in the balances of power* ») et mentionne la diffusion aux Etats-Unis des départements de « relations industrielles » comme un indicateur de ce changement. Ensuite, étant donné que ces stratégies relèvent du sens pratique des agents sociaux, il s'agit de souligner qu'elles sont d'ordinaire mises en œuvre de manière non consciente. Mais dès lors qu'elles sont institutionnalisées dans un mouvement de scientificisation du management, leur fonction devient transparente et instrumentale. Pourtant, il est peu probable qu'un formateur comme Robert Pagès, décrit par Jean-Pierre Deconchy comme ayant eu des affinités intellectuelles avec le trotskysme et l'anarchisme², ait considéré son activité comme une contribution à la reproduction des rapports de force sociaux dans l'entreprise. Mais du fait des critiques mentionnées plus haut, il ne pouvait ignorer, comme d'autres formateurs, le caractère ambigu de l'activité des psychosociologues, exerçant « entre la foire et le couvent »³ comme il le dira en 1981 au cours du projet d'histoire orale animé par Alain Drouard. D'un point de vue sociohistorique, il fait peu de doutes que l'introduction en France de ces instruments symboliques scientifiquement cautionnés est liée à une crise de légitimité ayant rendu caduques les formes traditionnelles de domination. Ainsi que le soulignaient Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, qui faisaient référence à la psychosociologie dans *La Reproduction* :

« la « manière douce » peut être le seul moyen efficace d'exercer le pouvoir de violence symbolique dans un certain état du rapport de force et des dispositions plus ou moins tolérantes à l'égard de la manifestation explicite et brutale de l'arbitraire »⁴.

¹ Voir : Wouters Cas, *Informalization. Manners and Emotions since 1890*, New Delhi, Sage, 2007. Je remercie Madame Dominique Memmi de m'avoir orienté vers cet auteur.

² Deconchy Jean-Pierre, « Robert Pagès 1919-2007. Un libertaire législateur », *Psychologie française*, vol. 52, n°3, 2007, pp. 257-263.

³ Drouard Alain (dir.), *Le Développement des sciences sociales...*, op. cit., p. 46.

⁴ Bourdieu Pierre et Passeron Jean-Claude, *La Reproduction*, Paris, Minuit (coll. Le sens commun), 1970, p. 32.

La transformation des techniques de formation d'adultes au XX^e siècle est en grande partie tributaire de l'apport de savoir-faire issus de la psychologie sociale appliquée. Celle-ci émerge, tant en France qu'aux Etats-Unis, comme le produit de la relation entre des contextes sociaux mouvementés, des réflexions savantes inscrites dans l'héritage de la philosophie politique et des pratiques de contrôle social au sens anglo-saxon. Dans la partie consacrée au *leadership*, nous avons mis l'accent sur les effets sociaux, et scientifiques, de la crise économique de 1929, car c'est autour de la période du New Deal et du Front populaire que la scientificisation des modes de domination dans les entreprises prend un essor décisif. Le caractère à peu près simultané dans les deux pays de la genèse du phénomène d'informalisation dans les « relations industrielles » témoigne de son caractère transnational. Au sein des entreprises, cette tendance – sous-tendue par l'équilibrage des rapports de forces sociaux, appréciable entre autres à l'augmentation du taux de syndicalisation – s'opère à travers une institutionnalisation des stratégies de condescendance. Tandis que ce processus s'estompe partiellement en France sous l'occupation, il est entretenu aux Etats-Unis, notamment à travers le programme TWI et les activités scientifico-industrielles menées par l'équipe de Kurt Lewin au sein de la manufacture Harwood. C'est ainsi que la psychologie sociale apparaît comme une science de la concorde.

Cependant, au début de la Guerre froide, le relatif consensus scientifique de la Seconde Guerre mondiale concernant les usages stratégiques des sciences sociales s'affaiblit à mesure que deviennent évidentes les implications mercantiles des politiques de « modernisation » et des campagnes hégémoniques de « diplomatie culturelle »⁵. En France, la psychologie sociale appliquée est également critiquée, et elle l'aurait sans doute été davantage si le caractère opaque des financements à l'origine de

⁵ Au début des années 1950, certains experts en SHS subissent des attaques de la part de membres du Congrès et sont accusés « d'affaiblir ou de discréditer le système capitaliste aux Etats-Unis et de favoriser le socialisme marxiste ». Ce propos est tiré d'une séance du Cox Committee. Cité par Herman Ellen, *The Romance of American Psychology. Political Culture in the Age of Experts*, University of California Press, 1996, p. 133.

certaines commandes avait été alors connu¹. Tandis que les sondages requis par les modernisateurs américains et français ont pour objet de mesurer « l'opinion publique » française afin, essentiellement, d'ajuster les campagnes de communication favorables à la construction d'une Europe de l'Ouest non communiste et à la Campagne de productivité, les formations des « chefs » et des intermédiaires sociaux (cadres, syndicalistes « libres ») aux techniques du « leadership démocratique » et de la « communication non-directive » ont pour fonction manifeste d'agir sur les attitudes et de pacifier les « relations industrielles ». Du point de vue des psychosociologues, les formations menées pour le compte de la Productivité prennent néanmoins une signification un peu différente telle « l'idée d'une possibilité d'évolution personnelle »².

L'analyse des consignes données lors des programmes d'entraînement au travail et au diagnostic de groupe avait pour but d'intégrer dans l'analyse globale une perspective microsociologique et d'illustrer la manière dont, durant les années 1950, les processus d'américanisation et de diffusion de la psychosociologie « affectent les relations de face-à-face »³. Afin de savoir dans quelle mesure la psychosociologie a transformé les interactions professionnelles, il serait nécessaire d'analyser, au-delà de 1956, le passage du travail pédagogique de la Productivité à la productivité du travail pédagogique. Etant donné que le changement proposé par les psychosociologues fut moins structurel que symbolique, ou, dans les termes d'un débat actuel, qu'il concerna davantage la question de la « reconnaissance » que le problème de la redistribution, on peut faire l'hypothèse que les *Training Groups* ont contribué à la reproduction des rapports sociaux dans l'entreprise et à au développement de leur psychologisation, phénomène qui n'est peut-être pas sans lien avec les formes contemporaines de souffrance au travail.

¹ L'historien William F. Kuisel avance par exemple que le sondage de l'Institut Français d'opinion publique (IFOP) intitulé « Les Etats-Unis, les Américains et la France » et paru en 1953 dans le n°2 de la revue *Sondages* « a été secrètement financé par les américains » (Kuisel Richard F., *Le Miroir américain...*, op. cit., p. 66.)

² Propos d'Eugène Enriquez, cité dans : Castel Robert, Enriquez Eugène et Stevens Hélène, « D'où vient la psychologisation des rapports sociaux ? », *Sociologies pratiques*, n°17, 2008, p. 20.

³ Noiriel Gérard, *Introduction à la socio-histoire*, La Découverte (coll. Repères), 2006, p. 4.

